

LOIS, ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE, MINISTÈRE DES FINANCES ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

12 MAI 1971

Loi modifiant la loi du 10 octobre 1967
contenant le Code judiciaire (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A l'article 580 du Code judiciaire sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1° les mots « d'allocations familiales » sont remplacés par les mots « de prestations familiales »;

2° au 3° les mots « et de leurs ayants droit » sont insérés entre les mots « des personnes » et les mots « qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de louage de travail »;

3° au 6° les mots « et de leurs ayants droit » sont insérés entre les mots « des personnes » et les mots « qui ont souscrit une assurance sociale ».

Art. 2. A l'article 594 du Code judiciaire sont apportées les modifications suivantes :

1° les dispositions des 5°, 6° et 7° sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 5° sur l'opposition au paiement des prestations fournies en tout ou en partie à l'aide des ressources :

a) de l'Office national de sécurité sociale, prévue à l'article 44 de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

b) du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, prévue à l'article 5 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés;

c) de la Caissé de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, prévue à l'article 8 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande ».

2° au 8° les mots « allocations familiales et de naissance » sont remplacés par les mots « prestations familiales »;

3° au 9° les mots « à la perception des allocations familiales » sont remplacés par les mots « à la perception des prestations familiales ».

Art. 3. A l'article 617 du Code judiciaire l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Néanmoins les jugements rendus par le tribunal du travail en vertu des articles 580, 2°, 3°, 5°, 6° et 8°, 581 et 582 sont toujours susceptibles d'appel. »

(1) Session 1970-1971.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 782-1, du 29 octobre 1970. — Amendements, n° 782-2. — Rapport, n° 782-3, du 10 décembre 1970. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 782-4, du 1er avril 1971.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 16 décembre 1970 et 6 mai 1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 183, du 16 décembre 1970. Rapport, n° 274, du 18 février 1971. — Amendements, n° 319, du 15 mars 1971. — Rapport complémentaire, n° 330, du 18 mars 1971.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 31 mars 1971.

WETTEN, BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING

MINISTERIE VAN JUSTITIE, MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG, MINISTERIE VAN FINANCIËN EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

12 MEI 1971

Wet tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967
houdende het Gerechtelijk Wetboek (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen, en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het bepaalde onder 1° wordt het woord « kinderbijslag » vervangen door het woord « gezinsbijslag »;

2° in het bepaalde onder 3° worden tussen de woorden « van de personen » en « die, buiten een arbeidsovereenkomst » de woorden « en hun rechtverkrijgenden » ingevoegd;

3° in het bepaalde onder 6° worden tussen de woorden « van de personen » en « die een maatschappelijke verzekering » de woorden « en hun rechtverkrijgenden » ingevoegd.

Art. 2. In artikel 594 van het Gerechtelijk Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het bepaalde onder 5°, 6° en 7° wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« 5° over het verzet tegen de uitbetaling van uitkeringen welke geheel of gedeeltelijk worden verieend uit de middelen van :

a) de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, zoals bedoeld in artikel 44 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

b) het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, zoals bedoeld in artikel 5 van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ernee gelijkgestelden;

c) de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag, zoals bedoeld in artikel 8 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij;

2° in het bepaalde onder 8° worden de woorden « de kinderbijslag en het kraamgeld » vervangen door de woorden « de gezinsbijslag »;

3° in het bepaalde onder 9° worden de woorden « tegen inning van kinderbijslag » vervangen door de woorden « tegen inning van gezinsbijslag ».

Art. 3. In artikel 617 van het Gerechtelijk Wetboek wordt het tweede lid door de volgende bepaling vervangen :

« De vonnissen van de arbeidsrechtbank gewezen krachtens de artikelen 580, 2°, 3°, 5°, 6° en 8°, 581 en 582 zijn evenwel steeds vatbaar voor hoger beroep. »

(1) Zitting 1970-1971.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 782-1, van 29 oktober 1970. — Amendementen, nr. 782-2. — Verslag, nr. 782-3, van 10 december 1970. — Ontwerp van wet door de Senaat overgezonden, nr. 782-4, van 1 april 1971.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 16 december 1970 en 6 mei 1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 183, van 16 december 1970. — Verslag, nr. 274, van 18 februari 1971. — Amendementen, nr. 319, van 15 maart 1971. — Aanvullend verslag, nr. 330, van 18 maart 1971.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 31 maart 1971.

Art. 4. A l'article 628 du Code judiciaire sont apportées les modifications suivantes :

1° au 14°, alinéa 1er, les mots « aux articles 580, 2°, 3°, 5°, 6° et 7° » sont remplacés par les mots « aux articles 580, 2°, 3°, 5°, 6°, 7° et 8° ».

2° l'alinéa 2 du 14° est complété par la disposition suivante :

« Si l'assujetti ou l'assuré n'a pas eu de résidence ou de domicile en Belgique, la compétence territoriale est déterminée par le lieu de la dernière occupation en Belgique ».

Art. 5. A l'article 704, alinéa 1er du Code judiciaire les mots « articles 580, 2°, 3°, 5°, 6° et 7°, 581 et 582 » sont remplacés par les mots « articles 580, 2°, 3°, 5°, 6°, 7° et 8°, 581, 2°, et 582 ».

Art. 6. A l'article 734 du Code judiciaire, les mots « aux articles 578 et 579 » sont remplacés par les mots « à l'article 578 ».

Art. 7. A l'article 1056 du Code judiciaire le 3° est remplacé par la disposition suivante :

3° par lettre recommandée à la poste envoyée au greffe, lorsque la loi a formellement prévu ce mode de recours, ainsi que dans les matières prévues aux articles 580, 2°, 3°, 5°, 6°, 7° et 8°, 581, 2°, et 582.

Art. 8. A l'article 1134, alinéa 3 du Code judiciaire les mots « articles 580, 2°, 3°, 5° et 6°, 581 et 582 » sont remplacés par les mots « articles 580, 2°, 3°, 5°, 6° et 8°, 581 et 582 ».

Art. 9. A l'article 1410 du Code judiciaire sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, 2° les mots « pensions, rentes » sont remplacés par les mots « pensions, indemnités d'adaptation, rentes, majorations de rente »;

2° au § 1er, 5° les mots « indemnités et rentes » sont remplacés par les mots « indemnités, rentes et allocations »;

3° au § 2, la disposition du 1° est remplacée par la disposition suivante :

« 1° les prestations familiales, y compris celles payées en vertu de la législation portant indemnité des militaires soldés; »;

4° au 5° du § 2 les mots « 1° à titre d'intervention dans les soins de santé » sont remplacés par les mots « 1° à titre de prestations de santé »;

5° le § 3 est complété par un second alinéa, libellé comme suit :

« Le Roi peut modifier la proportion fixée à l'alinéa 1er. »;

6° les dispositions du § 4, modifiées par la loi du 9 juin 1970 et en ce qui concerne le texte néerlandais par la loi du 15 juillet 1970, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« § 4. — Par dérogation aux dispositions des §§ 1er et 2, les prestations payées indûment soit à l'aide des ressources de l'Office national de sécurité sociale, du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, du Fonds des maladies professionnelles, du Fonds des accidents du travail, des organismes publics ou privés chargés de l'application de la législation relative au statut social des travailleurs indépendants ou de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, soit à l'aide des ressources inscrites au budget du Ministère de la Prévoyance sociale ou de celles inscrites au budget des pensions en vue de l'octroi du revenu garanti aux personnes âgées, peuvent être récupérées d'office à concurrence de dix pour cent de chaque prestation ultérieure fournie, en faveur des bénéficiaires ou leurs ayants droit. Pour la détermination de ces 10 p.c., le montant de cette prestation est augmenté, le cas échéant, de la prestation correspondante accordée en vertu d'une ou de plusieurs réglementations étrangères. Néanmoins, l'organisme ou le service payeur d'un avantage prévu aux paragraphes précités et obtenu avec effet rétroactif, peut déduire des sommes échues et non encore payées, au profit de l'organisme ou du service qui a payé indûment le montant des prestations fournies antérieurement et qui ne peuvent être cumulées avec lesdits avantages.

Lorsque le paiement indu a été obtenu frauduleusement la récupération peut porter sur l'intégralité des prestations fournies ultérieurement. »

Art. 4. In artikel 628 van het Gerechtelijk Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het bepaalde onder 14°, eerste lid, worden de woorden « in de artikelen 580, 2°, 3°, 5°, 6° en 7° » vervangen door de woorden « in de artikelen 580, 2°, 3°, 5°, 6°, 7° en 8° ».

2° het tweede lid van 14° wordt aangevuld met volgende bepaling :

« Indien de verzekeringsplichtige of de verzekerde in België geen verblijfplaats of geen woonplaats heeft gehad, wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door de plaats van zijn laatste tewerkstelling in België. »

Art. 5. In artikel 704, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « artikelen 580, 2°, 3°, 5°, 6° en 7°, 581 en 582 » vervangen door de woorden « artikelen 580, 2°, 3°, 5°, 6°, 7° en 8°, 581, 2°, en 582 ».

Art. 6. In artikel 734 van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « in de artikelen 578 en 579 » vervangen door de woorden « in artikel 578 ».

Art. 7. In artikel 1056 van het Gerechtelijk Wetboek wordt het 3° vervangen door de volgende bepaling :

3° bij ter post aangetekende brief die aan de griffie wordt gezonden, wanneer de wet deze wijze van voorziening uitdrukkelijk voorschrijft, alsmede in de materies bedoeld bij de artikelen 580, 2°, 3°, 5°, 6°, 7° en 8°, 581, 2°, en 582.

Art. 8. In artikel 1134, derde lid van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « artikelen 580, 2°, 3°, 5° en 6°, 581 en 582 » vervangen door de woorden « artikelen 580, 2°, 3°, 5°, 6° en 8°, 581 en 582 ».

Art. 9. In artikel 1410 van het Gerechtelijk Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2° worden de woorden « pensioenen, renten » vervangen door de woorden « pensioenen, aanpassingsuitkeringen, renten, rentebijlagen »;

2° in § 1, 5° worden de woorden « uitkeringen en renten » vervangen door de woorden « uitkeringen, renten en toelagen »;

3° in § 2 wordt het bepaalde onder 1° door de volgende bepaling vervangen :

« 1° de gezinsbijlagen, met inbegrip van deze betaald krachtens de wetgeving betreffende de soldijtrekkende militairen; »;

4° in het bepaalde onder 5° van § 2 worden de woorden « 1° als tegemoetkoming in de gezondheidszorgen » vervangen door de woorden « 1° als geneeskundige verstrekkingen »;

5° § 3 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De Koning kan de in het eerste lid bepaalde verhouding wijzigen. »;

6° het bepaalde onder § 4, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1970 en wat de Nederlandse tekst betreft bij de wet van 15 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 4. — In afwijking van de bepalingen van de §§ 1 en 2 kunnen de prestaties die ten onrechte uitgekeerd zijn uit de middelen van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, van de Hulp- en Voorzorgkas voor zeevarenden onder Belgische vlag, van het Fonds voor de beroepsziekten, van het Fonds voor arbeidsongevallen, van de openbare of particuliere instellingen belast met de toepassing van de wetgeving betreffende het sociaal statuut van de zelfstandigen of van de Dienst voor overzeese sociale zekerheid, hetzij uit de middelen die ingeschreven zijn in de begroting van het Ministerie van Sociale Voorzorg of uit die ingeschreven in de begroting van pensioenen met het oog op de toekenning van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, ambtshalve teruggeïnd worden tot beloop van 10 pct. van iedere latere prestatie ten gunste van de gerechtigden of hun recht-hebbenden. Voor het bepalen van deze 10 pct. wordt het bedrag van die prestatie desgevallend verhoogd met de overeenkomstige prestatie die krachtens één of meer buitenlandse regelingen wordt genoten. De instelling of dienst die een voordeel uitbetaalt, in voormelde paragrafen bedoeld, en met terugwerkende kracht verkregen, kan evenwel van de vervallen en nog niet uitbetaalde bedragen het bedrag van de vroegere prestaties die niet samen met gezegde voordelen mogen worden genoten, afhouden ten voordele van de instelling of dienst die ten onrechte uitbetaald heeft.

Werd de betaling ten onrechte bedrieglijk verkregen, dan kan de terugwinning slaan op het geheel van de latere prestaties. »

Art. 10. A l'article 1411, alinéa 1er du Code judiciaire, les mots « ou rentes », sont remplacés par les mots « rentes ou majorations de rentes ».

Art. 11. A l'article 12 des dispositions abrogatoires figurant à l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° la disposition sous 3° est remplacée par la disposition suivante :

« 3° Les articles 56 à 62 de l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947 pris en exécution de l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant la législation sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, modifiés par l'arrêté royal du 24 septembre 1964 »;

2° la disposition sous 14° est remplacée par la disposition suivante :

« 14° le chapitre XIII composé des articles 257 à 306 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 5 janvier, 20 juin, 11 septembre et 23 octobre 1967, 29 mars et 13 septembre 1968 et 10 janvier 1969 ».

Art. 12. A l'article 62, § 1er des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, les mots « les caisses mutuelles d'allocations familiales » sont remplacés par les mots « les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, la Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ».

Art. 13. L'article 64, § 2 des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. — L'alinéa 1er et la phrase liminaire de l'alinéa 2 de l'article 5 du même arrêté-loi sont remplacés par la disposition suivante :

« Les prestations fournies en tout ou en partie à l'aide des ressources du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, sont soumises aux dispositions suivantes : ... »

Art. 14. L'article 66, § 3 des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. — La première et la deuxième phrase de l'alinéa 1er de l'article 8 du même arrêté-loi sont remplacées par la disposition suivante :

« Les prestations fournies en tout ou en partie à l'aide des ressources de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, sont soumises aux dispositions suivantes : ... »

Art. 15. A l'article 71 des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la même loi les mots : « Office national des pensions pour ouvriers, institué par l'article 1er de la loi du 25 avril 1963 » sont remplacés par les mots : « Office national des pensions pour travailleurs salariés ».

Art. 16. A l'article 73 des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° entre le § 2 et le § 3 est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. — Dans l'article 14bis, § 2, alinéa 3, inséré dans la même loi par la loi du 22 février 1960 et modifié par celle du 3 avril 1962, les mots « du Conseil de prud'hommes — Chambre pour employés — du ressort de l'intéressé. Ce Conseil » sont remplacés par les mots « du tribunal de travail compétent. Celui-ci ». »

2° au § 3 sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « la Caisse nationale des pensions pour employés » et les mots « la Caisse nationale des pensions pour employés, chargée » sont remplacés respectivement par les mots « l'Office national des pensions pour travailleurs salariés » et par les mots « l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, chargé »;

b) les mots « du Ministère de la Prévoyance sociale » sont supprimés.

Art. 10. In artikel 1411, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « of renten » vervangen door de woorden « renten of rentebijlagen ».

Art. 11. In artikel 12 van de opheffingsbepalingen die voorkomen in artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het bepaalde onder 3° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 3° de artikelen 56 tot 62 van het besluit van de Regent van 15 oktober 1947 genomen in uitvoering van de besluitwet van 25 februari 1947 tot samenvoeging en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers en de ermee gelijkgestelden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 september 1964 »;

2° het bepaalde onder 14° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 14° hoofdstuk XIII bestaande uit de artikelen 257 tot 306 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 januari, 20 juni, 11 september en 23 oktober 1967, 29 maart en 13 september 1968 en 10 januari 1969 ».

Art. 12. In artikel 62, § 1 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « de onderlinge kassen voor kinderbijslagen » vervangen door de woorden « de sociale verzekeringskassen voor zelfstandigen, de Nationale Hulpkas voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen ».

Art. 13. Artikel 64, § 2 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. — Het eerste lid en de inleidende zin van het tweede lid van artikel 5 van dezelfde besluitwet worden door de volgende bepaling vervangen :

« De uitkeringen welke geheel of gedeeltelijk geleverd worden met behulp van de door het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers verstrekte middelen zijn onderworpen aan volgende bepalingen : ... »

Art. 14. Artikel 66, § 3 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. — De eerste en de tweede zin van het eerste lid van artikel 8 van dezelfde besluitwet worden door de volgende bepaling vervangen :

« De uitkeringen welke geheel of gedeeltelijk geleverd worden met behulp van de door de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag verstrekte middelen zijn onderworpen aan volgende bepalingen : ... »

Art. 15. In artikel 71 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van dezelfde wet worden de woorden « Rijksdienst voor arbeiderspensioenen, ingesteld bij artikel 1 van de wet van 25 april 1963 » vervangen door de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen ».

Art. 16. In artikel 73 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een § 2bis wordt ingevoegd tussen § 2 en § 3 luidend als volgt :

« § 2bis. — In artikel 14bis, § 2, derde lid, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 22 februari 1960 en gewijzigd bij deze van 3 april 1962, worden de woorden « de Werkrechtensraad — Bedienden kamer — van het gebied van belanghebbende. Deze raad » vervangen door de woorden « de bevoegde arbeidsrechtbank. Deze ». »

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Nationale Kas voor bediendenpensioenen » worden vervangen door de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen »;

b) de woorden « vanwege de Minister van Sociale Voorzorg » worden geschrapt.

Art. 17. A l'article 78 des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1er :

a) à l'alinéa 1er les mots « auxquelles des allocations sont dues » sont remplacés par les mots « auxquelles des prestations familiales sont dues »;

b) à l'alinéa 2 les mots « à l'allocation » sont remplacés par les mots « aux prestations familiales »;

c) à l'alinéa 3 les mots « Si les allocations sont versées » sont remplacés par les mots « Si les prestations familiales sont versées »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'article 119 des mêmes lois coordonnées, modifié par l'arrêté royal n° 68 du 10 novembre 1967 est remplacé par la disposition suivante :

« Les contestations entre les caisses de compensation ou l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés et leurs affiliés, même commerçants, sont dans tous les cas, de la compétence du tribunal du travail ».

3° au § 4 sont insérés les mots « modifiées par les arrêtés royaux des 10 avril 1957, 25 octobre 1960 et 10 décembre 1964 »; après les mots « des mêmes lois coordonnées ».

Art. 18. A l'article 84 des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la même loi, les dispositions reprises sous le § 1er sont remplacées par la disposition suivante :

« § 1er. — L'article 97, dernier alinéa, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, est remplacé par la disposition suivante :

» S'il est constaté par le Service du contrôle administratif soit qu'un paiement indu a été effectué, soit qu'une prestation doit être payée ou complétée, l'organisme assureur peut, dans les deux mois qui suivent la notification prévue à l'article 94, porter le litige éventuel devant le tribunal du travail ».

Art. 19. L'article 86, § 2 des dispositions modificatives, figurant à l'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1968, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. — L'article 53 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 53. — Les contestations concernant les décisions du Fonds des maladies professionnelles sont de la compétence du tribunal du travail.

Les actes juridiques administratifs contestés doivent, à peine de déchéance, être soumis par la victime ou ses ayants droit au tribunal du travail compétent dans l'année de leur notification. Les dépenses sont entièrement mises à charge du Fonds des maladies professionnelles, sauf si la demande est téméraire et vexatoire. »

Art. 20. A l'article 162 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947, la disposition figurant sous 40°, insérée par l'article 116, M, des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, est remplacé par la disposition suivante :

« 40° les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés; »

Art. 21. A l'article 591 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951, la disposition figurant sous 54°bis, insérée par l'article 126, L des dispositions modificatives figurant à l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, est remplacée par la disposition suivante :

« 54°bis. Les actes dressés ou délivrés en vue de l'exécution de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés; »

Art. 17. In artikel 78 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) in het eerste lid worden de woorden « de personen aan wie bijslag verschuldigd is » vervangen door de woorden « de personen aan wie gezinsbijslag verschuldigd is »;

b) in het tweede lid worden de woorden « van de bijslag » vervangen door de woorden « van de gezinsbijslag »;

c) in het derde lid worden de woorden « Indien de bijslag is of moet worden uitbetaald » vervangen door de woorden « Indien de gezinsbijslag is of moet worden uitbetaald »;

2° § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. — Artikel 119 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 68 van 10 november 1967 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De geschillen tussen de kinderbijslagfondsen of de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers en hun leden, zelfs wanneer deze handelaars zijn, behoren in elk geval tot de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank ».

3° in § 4 worden tussen de woorden « gecoördineerde wetten » en « worden de volgende wijzigingen aangebracht » de woorden « gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1957, 25 oktober 1960 en 10 december 1964 » ingevoegd.

Art. 18. In artikel 84 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van dezelfde wet, wordt het bepaalde onder § 1 door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. — Artikel 97, laatste lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt door de volgende bepaling vervangen :

» Indien door de Dienst voor administratieve controle wordt vastgesteld, hetzij dat een onrechtmatige betaling werd verricht, hetzij dat een prestatie moet worden betaald of aangevuld, kan de verzekeringsinstelling binnen twee maanden na de in artikel 94 bepaalde kennisgeving, het eventuele geschil aanbrengen voor de arbeidsrechtbank ».

Art. 19. Artikel 86, § 2 van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 1968, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

§ 2. — Artikel 53 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 53. — De betwistingen betreffende de beslissingen van het Fonds voor de beroepsziekten behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank.

De bestreden administratieve rechtshandelingen moeten door de getroffene of diens rechthebbenden, op straffe van verval, binnen het jaar volgend op de datum van de betekening van de administratieve rechtshandeling aan de bevoegde arbeidsrechtbank voorgelegd worden. De kosten zijn volledig ten laste van het Fonds voor de beroepsziekten, behalve wanneer de eis roekeloos en tergend is. »

Art. 20. In artikel 162 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, wordt het bepaalde onder 40°, ingevoegd bij artikel 116, M, van de wijzigingsbepalingen die voorkomen onder artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, door de volgende bepaling vervangen :

« 40° akten, vonnissen en arresten betreffende de uitvoering van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen; »

Art. 21. In artikel 591 van het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten, bekrachtigd bij de wet van 14 juli 1951, wordt het bepaalde onder 54°bis, ingevoegd bij artikel 126, L, van de wijzigingsbepalingen die voorkomen onder artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, door de volgende bepaling vervangen :

« 54°bis. Akten, opgemaakt of afgeleverd voor de uitvoering van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen; »

Art. 22. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 13 qui produit ses effets le 1er novembre 1970.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 1971.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Le Ministre de la Prévoyance sociale, | De Minister van Sociale Voorzorg,

P. DE PAEPE

Le Ministre des Finances, | De Minister van Financiën,

Baron SNOY et d'OPPUERS

Le Ministre des Classes moyennes, | De Minister van Middenstand,

Ch. HANIN

Scellé du sceau de l'Etat : | Met 's Lands zegel gezegeld :
Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

A. VRANCKX

Art. 22. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 13 dat uitwerking heeft op 1 november 1970.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 mei 1971.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Commission de l'indice. — Nominations

Par arrêté ministériel du 18 mai 1971, M. Baecker, M., conseiller à la Fédération belge de l'industrie textile, et M. Verhaegen, C., conseiller à la Fédération des industries belges, sont nommés membres de la Commission de l'indice, en remplacement respectivement de M. Dubois, G., conseiller au Service Etudes et Documentation de la Fédération belge de l'industrie textile, et de M. Haesaerts, A., conseiller à la direction des questions économiques de la Fédération des industries belges.

Par même arrêté ministériel, M. Van Helden, F., attaché à la Fédération des industries belges, est nommé membre suppléant de la Commission de l'indice, en remplacement de M. Verhaegen, C., conseiller à la Fédération des industries belges.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

Conseil de la jeunesse d'expression néerlandaise Démission. — Nomination

Par arrêté ministériel du 19 janvier 1971, démission comme membre suppléant du Conseil de la jeunesse d'expression néerlandaise est accordée à M. Michel De Clercq.

Par même arrêté, M. Roger Sellicaerts est nommé membre suppléant du Conseil de la jeunesse d'expression néerlandaise en remplacement de M. Michel De Clercq dont il achèvera le mandat.

Jury de promotion chargé de présenter la liste des candidats à l'emploi d'inspecteur de cours spéciaux (dessin et arts plastiques) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire. — Composition

Par arrêté ministériel du 5 mai 1971, le jury de promotion chargé de présenter la liste des candidats à l'emploi d'inspecteur de cours spéciaux (dessin et arts plastiques) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire, déclaré vacant par lettre-circulaire du 8 mars 1971 est composé comme suit :

Président :

M. Van den Herrewegen, A., directeur-général.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Indexcommissie. — Benoemingen

Bij ministerieel besluit van 18 mei 1971, worden de heer Baecker, M., adviseur bij de Federatie der Belgische textielnijverheid, en de heer Verhaegen, C., adviseur bij het Verbond der Belgische nijverheid, benoemd tot lid van de Indexcommissie, respectievelijk in vervanging van de heer Dubois, G., adviseur bij de Studie- en Documentatiedienst van de Federatie der Belgische textielnijverheid, en van de heer Haesaerts, A., adviseur bij de directie voor economische aangelegenheden van het Verbond der Belgische nijverheid.

Bij hetzelfde ministerieel besluit, wordt de heer Van Helden, F., attaché bij het Verbond der Belgische nijverheid, benoemd tot plaatsvervangend lid van de Indexcommissie, in vervanging van de heer Verhaegen, C., adviseur bij het Verbond der Belgische nijverheid.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR

Nederlandstalige jeugdraad. — Ontslag. — Benoeming

Bij ministerieel besluit van 19 januari 1971 wordt aan de heer Michel De Clercq ontslag verleend als plaatsvervangend lid van de nederlandstalige jeugdraad.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer Roger Sellicaerts tot plaatsvervangend lid van de nederlandstalige jeugdraad benoemd ter vervanging van de heer Michel De Clercq, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Bevorderingscommissie voor het voordragen van de lijst van kandidaten voor de betrekking van inspecteur bijzondere vakken (tekenen en plastische kunsten) in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs. — Samenstelling

Bij ministerieel besluit van 5 mei 1971 is de bevorderingscommissie voor het voordragen van de lijst van kandidaten voor de betrekking van inspecteur bijzondere vakken (tekenen en plastische kunsten) in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs, bij omzendbrief van 8 maart 1971 vacant verklaard, samengesteld als volgt :

Voorzitter :

De heer Van den Herrewegen, A., directeur-generaal.